

SON PRÉSIDENT DÉNONCE

Les œuvres sociales de l'éducation totalement bloquées

Cinq mois après l'installation de la commission nationale des œuvres sociales du secteur de l'éducation, le blocage est total. Ses membres ont réceptionné un siège dépourvu de toutes commodités, la structure de gestion n'est toujours pas installée. L'actuelle direction dénonce et appelle la tutelle à lever toutes les entraves.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les travailleurs de l'éducation qui ont suivi le long feuilleton du passage de la gestion des œuvres sociales des mains de la Centrale syndicale à celles des syndicats autonomes sont contraints de patienter avant de pouvoir à nouveau profiter de la manne des œuvres sociales. Et pour cause, la commission nationale connaît une situation de blocage total.

C'est dans un siège national où l'électricité, l'eau et le téléphone sont coupés que ses membres siègent sans pouvoir réellement faire fonctionner les œuvres sociales. Les raisons sont nombreuses.

Le président de ladite commission, M. Benmechri, a expliqué hier que la passation de consignes entre le bureau sortant et celui qu'il préside s'est limitée à une remise des clés du siège national. Une passation qui n'a pas été suivie par l'installation de

la structure de gestion, seul organe habilité à ordonner les dépenses. Ce dernier, composé d'un ordonnateur et d'un gestionnaire, doit être installé par le ministère de l'Éducation. Pourquoi celui-ci prend-il autant de retard ? Le président de la commission nationale dit ne pas avoir de réponse mais accuse des cercles de vouloir faire avorter l'expérience de la gestion démocratique des œuvres sociales. Comment expliquer, dit-il, que par le passé, les passations ne prenaient pas plus d'une semaine ? Des questions restées sans réponses même après la réunion tenue au siège du ministère de l'Éducation le 2 septembre dernier.

Une rencontre au cours de laquelle le secrétaire général avait été informé des embûches que rencontre la commission. Ce dernier s'était engagé à résoudre les problèmes dans un délai de quinze jours mais le président de



Le ministère de Baba Ahmed interpellé.

la commission ne peut que constater que rien n'a été fait depuis.

Jusqu'à hier, dans pas moins de six wilayas, les membres de la commission n'avaient toujours pas reçu de procès-verbaux d'installation, dans treize wilayas, les

sièges n'ont toujours pas été réceptionnés tandis que ses membres au niveau des wilayas attendent toujours leur détachement pour pouvoir exercer leurs fonctions en tant que représentants des travailleurs. Cinq mois après une élection, fruit d'un long

processus de négociation, les travailleurs du secteur attendent désespérément de pouvoir profiter de la manne estimée dans un premier temps à 200 000 milliards de centimes.

Un montant qui n'est pas juste, estime le président de la commission qui explique qu'en 2010 une enveloppe de 661 000 milliards de centimes était dans le compte des œuvres sociales et qu'en 2011 le montant s'élevait à 693 000 milliards de centimes.

L'enveloppe de 2010, affirme M. Benmechri, a été consommée à hauteur de 80% puisque, dit-il, les membres sortants de la commission des œuvres sociales ont continué à utiliser l'argent même après la décision de gel prise par le ministère de l'Éducation. Un ministère qui est aujourd'hui interpellé.

Le président de la commission l'enjoint de régler au plus vite le problème. Une demande d'audience lui a déjà été envoyée.

En attendant sa réponse, le président de la commission des œuvres sociales demande aux syndicats autonomes de faire pression sur le nouveau locataire du ministère de l'Éducation.

N. I.

MÉDECINS ET INFIRMIERS DE LA RÉVOLUTION

Les sacrifices ignorés de l'histoire de l'Algérie

Quel plus grand sacrifice que celui de ces jeunes Algériens étudiants en 4^e et 5^e année, de médecine en France, qui ont abandonné la vie de confort pour rejoindre les maquis de la Wilaya III historique, pendant la guerre de Libération nationale.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Invité du tout nouveau quotidien national d'information *DK News*, l'auteur du livre *Les Blouses blanches de la révolution*, le médecin-professeur Mostéfa Khiati a ouvert hier un chapitre qu'il juge « ignoré et méconnu de l'histoire de la guerre de Libération nationale ». Auteur déjà de plusieurs livres sur l'histoire, Mostéfa Khiati a tout d'abord tenu à raconter son périple pour récolter les informations sur les soldats de la médecine de la Révolution : « En lançant ma recherche, je me suis aperçu qu'il y a peu ou presque pas d'écrits sur les médecins et les infirmiers de la guerre de Libération nationale. J'ai dû ainsi parcourir le pays de long en large, en quête de témoignages de la part de ceux qu'ils les ont connus ou à la recherche de ceux qui demeurent encore en vie. Je me suis rapproché d'institutions officielles, telles que le ministère des

Moudjahidine, mais elles n'avaient pas de documents ou d'écrits historiques à livrer, encore moins des choses à raconter. »

Mais le professeur Khiati, qui n'a pas pour autant baissé les bras, a toutefois fait face à une autre problématique en cours de chemin : « Dans ce chapitre comme tous ceux de la guerre de Libération nationale, il y a des vérités et des contre-vérités. Il y avait des Algériens qui travaillaient dans les hôpitaux français et qui collaboraient discrètement avec le FLN. Certains d'entre eux ont été tués par d'autres moudjahidine par méconnaissance et jusqu'à ce jour, le risque et le combat qu'ils ont mené restent ignorés. La France les a assassinés physiquement et nous, nous l'avons fait émotionnellement. » Quand bien même le doute persiste et des zones d'ombre perdurent sur ce chapitre de l'Histoire, pour l'auteur

des *Blouses blanches de la révolution*, les hommes de par leurs sacrifices ne sont pas égaux devant Dieu et encore moins auprès des humains. Car, explique-t-il, « à tout seigneur, tout honneur, mais il faut faire la différence entre un Algérien qui a rejoint le maquis parce que les colons ont brûlé sa maison et assassiné sa famille et un autre qui était étudiant en 4^e ou 5^e année de médecine dans les universités prestigieuses de France à l'époque et qui a abandonné une vie de confort pour rejoindre le maquis en Algérie ».

Selon lui, « avec des moyens dérisoires les médecins de la Révolution ont relevé le défi, ils sont venus d'Europe, du Maroc et de la Tunisie parce que le devoir les a appelés ». Mais ils ont été, poursuit-il, « les premières victimes de la Bleuïte et en tant qu'intellectuels, ils ne dépassaient jamais le grade de capitaine dans les rangs de l'ALN ».

L'ingratitude de l'indépendance

Yamina Cherad, ce nom pas très connu et reconnu, a pourtant livré tant de sacrifices, selon le

professeur Khiati. De plus, cette infirmière diplômée en 1953 et qui a rejoint le maquis constantinois aussitôt après ses études, est aujourd'hui vivante et était hier présente lors de la rencontre, pour livrer son témoignage.

Mais le professeur Khiati a prononcé la sentence avant de lui conférer la parole : « Cette femme qui s'est même mariée au maquis avec un moudjahid qui est mort 11 jours avant son accouchement est devenue infirmière dans un petit lycée à l'indépendance. »

Des larmes coulent des yeux d'un invité, un bref silence et puis le débat se poursuit sur ceux qui ont tourné le dos à une vie de confort et de luxe pour rejoindre les maquis d'Amirouche dans la Wilaya III historique. C'est alors qu'un des invités murmure à son voisin : « Et dire que dans l'Algérie indépendante de 2012, de hauts responsables, qui ont pendant longtemps donné des leçons de patriotisme, quittent le pays pour s'installer ailleurs, souvent aux frais de la princesse et à travers des enrichissements douteux. »

M. M.

RACHID BENAÏSSA

À LA RADIO CHAÎNE II :

«La constitution de la filière avicole doit être renforcée »

Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne II, le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, a annoncé qu'avec les nouvelles formules d'aide en direction de la filière avicole, les prix sur le marché devraient connaître une baisse.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Le ministre a assuré qu'avec la suppression de la TVA et des droits de douane pour les onze prochains mois, notamment pour ce qui est du poulet de chair, des œufs et des aliments, les professionnels du secteur devraient pouvoir renforcer leur filière. Rachid Benaïssa s'attend donc à une réaction en chaîne qui devrait aboutir à des prix à la baisse. L'invité de la radio a aussi évoqué l'élaboration d'une charte commune au sein de la filière. Le ministre a rappelé qu'une opération d'importation de pomme de terre est programmée en vue d'approvisionner le marché à partir du mois de novembre.

Le ministre a assuré, toutefois, que les quantités importées ne doivent pas dépasser 2% de la production nationale. Le ministre a expliqué cette décision par un manque de pomme de terre, produit fortement consommé, sur le marché dès le mois de novembre. Cette situation est due au fait que les agriculteurs ont commencé à planter la pomme de terre tardivement, a souligné le ministre. « Ils devaient planter au mois de juillet mais il y a eu les grandes chaleurs puis le mois de Ramadan et les agriculteurs ne se sont mis au travail qu'après l'Aïd. Dans ce cas, on s'est rendu compte que l'on risquait d'avoir un creux aux alentours du mois de novembre », a expliqué Rachid Benaïssa.

Il notera, par ailleurs, que la problématique a été posée aux professionnels en vue de trouver une solution en vue d'éviter la tension sur le marché. « Cette concertation a abouti à la solution d'une importation d'appoint qui toutefois ne devrait pas dépasser 2% de la production nationale. »

S'agissant des feux de forêt et des superficies d'arbres détruits par les flammes, Rachid Benaïssa dira qu'il s'agit d'amplifier et de dynamiser le programme de reboisement. A cet effet, dans chaque wilaya sera installée une ou deux pépinières, notamment d'arbres fruitiers. S'agissant de la production céréalière, le ministre rappellera qu'elle n'est pas en baisse par rapport à l'année passée, mais plutôt par rapport aux prévisions faites au mois de juin dernier. Ainsi, 56 millions de quintaux étaient prévus et la production a été de 52 millions de quintaux. Cette situation est due, selon le ministre, aux grandes chaleurs qui ont prévalu cet été. La production céréalière avait atteint l'année passée 45 millions de quintaux. Pour le ministre, il y a eu une bonne production de blé dur, assez bonne pour l'orge et insuffisante pour le blé tendre.

F.-Z. B.